imprimerie spéciale - ne pas jeter sur la voie publique

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Bulletin édité par des militants du NPA du ministère du travail

npaiteidf@yahoo.fr

Retraites : un choix de répartition du travail et des richesses !

La contre-réforme des retraites est le projet phare du gouvernement. Selon lui, une seule solution, nous faire travailler plus longtemps. D'autres choix sont possibles qui impliquent un autre projet de société.

Le gouvernement et le patronat le répètent à tue-tête : notre système de retraites est en danger. Il faut donc le « sauver ». Le danger viendrait de deux phénomènes : l'évolution démographique et le déficit abyssal de la Sécurité sociale. Ce discours n'est pas nouveau. Depuis 1987, les gouvernements de droite comme de gauche utilisent ces mêmes arguments afin de multiplier les dispositions réglementaires et législatives pour mettre à mal notre système par répartition.

La nouvelle contre-réforme de 2010 s'inscrit dans la politique des gouvernements européens consistant à faire payer la crise aux travailleurs, après avoir transformé des dettes privées en dettes publiques. Le déficit de la Caisse nationale d'assurance vieillesse est estimé à 10,7 milliards d'euros pour 2010. Dans le scénario catastrophe du Conseil d'orientation des retraites (COR), il atteindrait les 56 milliards en 2030. Et même 77% du PIB en 2050 ! En réalité, ce déficit s'est aggravé du fait de la récession, du chômage, du gel et des exonérations de cotisations et non pas de l'évolution démographique.

Une seule solution existerait pour équilibrer les régimes de retraites : nous faire travailler plus longtemps. L'augmentation des cotisations patronales, des salaires ou bien la diminution du temps de travail avec embauches obligatoires afin de permettre à tous et toutes de travailler, ne sont jamais évoqués car cela modifierait la répartition des richesses produites. Il s'agit une nouvelle fois de faire payer la crise des capitalistes aux salariés, à l'ensemble de la population, sans toucher aux privilèges d'une minorité.

Mais d'autres choix sont possibles : prendre sur les profits pour profiter de nos retraites et diminuer le temps de travail pour permettre à tous et toutes de travailler. Bref, refuser de travailler plus quand les gains de productivité ne sont donnés qu'aux seuls actionnaires et qu'il y a plus de 5 millions de privés d'emploi.

Il est nécessaire d'augmenter les ressources des régimes des retraites, mais le recul de l'âge légal de départ à la retraite, comme le veut le gouvernement, ne sera pas une solution. Cela ne ferait qu'accentuer les inégalités et baisser gravement le montant des pensions. Le seul choix possible est de répartir autrement les richesses. Chaque année, 170 milliards d'euros passent de la poche des salariés à celle des capitalistes à cause d'une répartition entre les revenus du capital et ceux du travail qui s'est dégradée depuis les années 1980. Une augmentation des salaires de 300 euros net apporterait 66 milliards d'euros à la Sécurité sociale, dont 31 milliards pour les retraites. Augmenter les cotisations patronales en prenant sur les profits permettrait de remplir aisément les caisses de la Sécurité sociale de plusieurs dizaines de milliards d'euros supplémentaires.

Quand il y a plus de 5 millions de chômeurs, l'urgence n'est pas de faire travailler plus longtemps mais au contraire permettre à tous et toutes – en particulier aux jeunes et aux femmes – de travailler. Il faut réduire le temps de travail à 32 heures avec obligation d'embauche pour donner du travail aux 5 millions de chômeurs. Cela permettrait d'en finir réellement avec le chômage et apporterait également 65 milliards d'euros à la protection sociale.

La question des retraites est un combat politique par excellence, projet de société contre projet de société ! L'idée de « travailler plus » s'inscrit dans une vision archaïque, inique, ultra libérale de la société ! Il faut donc, dans la confrontation qui s'annonce opposer, proposer un projet alternatif, de rupture. Pour cela : refuser tout diagnostic partagé, enclencher une véritable confrontation unitaire dans la rue avec le

Quelles exigences, quelle riposte ? Discutons-en !

MARDI 22 JUIN 2010

19h30 • Librairie La Brèche • 27, rue Taine 75012 Paris • M° Daumesnil ou bus 64